



LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PÈRES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, en an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.
DÉPARTEMENTS, en an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

Les marchands trouveront des dépôts du *Travail affranchi* aux bureaux du journal :

Rue Coquillière, 15, rue Notre-Dame-des-Victoires, et rue Saint-Germain-des-Prés ;

Place de la Bourse ;

Et à la bourse des journaux.

On s'abonne pour les départements, en envoyant un mandat sur la poste, franc de port, à l'adresse de l'administrateur.

Nous prions ceux de nos abonnés qui ne reçoivent pas exactement le journal de vouloir bien nous adresser leurs réclamations.

AVIS.

Plusieurs de nos amis nous ont adressé une question à laquelle nous nous empressons de répondre.

Pourquoi, nous disent-ils, faites-vous payer l'abonnement de trois mois pour Paris 1 fr. 50 c., c'est-à-dire 6 fr. par an, tandis que l'abonnement pour un an ne coûte que 5 francs ? N'est-ce pas là surimposer le plus pauvre et dégrever le plus riche, et cette manière d'agir n'est-elle pas contradictoire avec vos principes ?

Nous répondrons :

Les fondateurs du *Travail affranchi* ont fixé le prix d'abonnement de leur journal à 5 francs par an, parce qu'il leur a été impossible de descendre au-dessous de ce chiffre. A ce prix de 5 francs, il faut que le journal ait trois mille abonnés pour couvrir ses frais. Ce n'est qu'au-dessus de ce chiffre d'abonnés difficile à atteindre, que la rédaction du *Travail affranchi* cessera d'être une œuvre de dévouement.

Le prix de 7 francs pour l'abonnement de province ne fait que représenter le prix de 4 fr. 90 c. pour l'abonnement de Paris, puisque l'affranchissement des 52 numéros nous coûte, à 4 centimes l'un, 2 fr. 40 c.

Nous avons fixé le prix de l'abonnement trimestriel pour Paris à 1 fr. 50 c., parce que le service de cet abonnement nous coûte, de plus que l'abonnement à l'année, trois inscriptions d'abord, plus la nécessité d'écrire 52 adresses à la main. C'est parce qu'il y a surcroît de besogne que nous augmentons le prix.

Du reste, nous avons reçu 1 fr. 25 toutes les fois que des travailleurs sont venus nous dire : Nous ne pouvons faire mieux.

Il est arrivé encore que des ouvriers nous ont apporté des collectes de 2 francs, de 3 fr., de 5 francs, nous disant : Envoyez pour cette somme des numéros du *Travail affranchi* à nos amis de province. En ce cas, nous avons envoyé nos numéros *gratis* aux adresses indiquées, et l'argent de la collecte a été employé en entier à payer les frais de poste.

Nous avons toujours pris et nous serons toujours prêts à prendre notre part d'une bonne œuvre dans la mesure de notre pauvreté.

SOMMAIRE : Les victimes du produit net. — Le ministère a bien mérité de la patrie. — Travaux de l'Assemblée. — Suppression de l'intérêt du capital. — Les ouvriers de Paris. — Le paupérisme dans la Grande-Bretagne. — Revue bibliographique. — Acte de société des cuisiniers.

LES VICTIMES DU PRODUIT NET.

Expulsion des cultivateurs.

Le produit brut, en agriculture, c'est l'ensemble de la richesse annuellement créée ;

Le produit net, c'est ce qui revient franc et quitte au propriétaire, tous frais déduits.

Dans l'intérêt général, il est à souhaiter que le produit brut soit très considérable, parce qu'une nation vit sur son produit brut, parce que le produit brut représente à la fois la part du travail et la part du capital, ce qui se partage entre les cultivateurs et les propriétaires, en un mot, ce qui est destiné à nourrir la population.

Mais l'intérêt du propriétaire est opposé à l'intérêt général : le propriétaire ne voit jamais que le produit net, parce que le produit net, c'est sa part, à lui, c'est son revenu. Tout le reste est considéré par lui comme frais de culture, et il s'efforce de réduire ces frais le plus possible, même quand ces frais représentent la vie et le salaire des cultivateurs.

Aujourd'hui, tout est sacrifié au produit net, même le producteur, surtout le producteur. En industrie, on remplace l'ouvrier par des machines ; en agriculture, on substitue au paysan des bestiaux, des moutons à l'engrais, par économie ! Les moutons, d'ailleurs, sont faciles à tondre ; ils ne se révoltent jamais.

Ce système n'est pas nouveau : il est emprunté aux Romains des anciens jours. Les plus vertueux usuriers de Rome, Caton entre autres, le plus âpre de tous, le connaissaient et le pratiquaient avec succès. Caton le recommandait hautement à tous ses amis du patriciat : *Pascua, pascua ! des pâturages, des pâturages !* Il est encore appliqué aujourd'hui dans la campagne de Rome.

Depuis un demi-siècle, ce système est pratiqué sur une vaste échelle dans la Grande-Bretagne. C'est ce qu'on appelle faire de l'agriculture de luxe, de l'agriculture économique, de l'agriculture savante et perfectionnée. Les landlords convertissent leurs champs en pâturages, pour économiser les frais de culture, pour augmenter le produit net aux dépens du produit brut.

La culture perfectionnée traite les paysans comme la civilisation traite les Indiens de l'Amérique : elle les refoule et les extermine.

Les landlords chassent donc sans pitié les cultivateurs qui, de générations en généra-

tions, ont engraisé le sol au profit de leur seigneur et maître, qui ont maintes fois arrosé de leurs sueurs chaque motte de terre, qui ont pétri de leurs larmes la fortune de ces modernes patriciens ; puis ils les remplacent par d'innombrables troupeaux gardés par un seul berger et par quelques chiens de forte race. — C'est le *clearing system*, le système du nettoyage. Chasser les cultivateurs, c'est nettoyer un domaine.

Les campagnes se dépeuplent, les paysans perdent leur gagne-pain, sont expulsés de la chaumière de leurs aïeux, par la force, au nom de la loi, et vont augmenter le nombre des pauvres, le nombre des affamés et des bras sans emploi dans les cités industrielles, quand ils ne s'enrôlent pas sous le drapeau de la vengeance, sous le drapeau de Molly-Maguire ou de Rebecca.

C'est l'intendant de la comtesse de Stratford qui a mis en vogue ce système barbare. Sur un seul domaine de sa maîtresse, dans le comté de Sutherland, il a congédié dix-sept mille paysans qu'il a avantageusement remplacés par quelques cent mille moutons, aux applaudissements des théoriciens du produit net, Messieurs les économistes-orthodoxes.

Ce terrible exterminateur a écrit lui-même le récit de ses atrocités ; il s'est vanté d'avoir rendu service à son pays et à la science agricole ; il a même osé compter sur la reconnaissance de ses compatriotes.

Plusieurs grands seigneurs se sont empressés d'employer les mêmes procédés pour augmenter leurs revenus, et de nettoyer leurs domaines en expulsant les cultivateurs. Les journaux anglais signalent fréquemment les progrès du *clearing system*.

Nous lisons dans le *Limerik examiner* :

« Lord Ventry a dernièrement nettoyé une » partie de ses domaines du comté de Kerry.
» Voici la liste noire des évictions : sur sa propriété de Cahirtrant, 36 familles, comprenant
» 188 âmes ont été congédiées et jetées hors de
» leurs masures. Sur ses terres de Dunshean,
» 24 familles, composées de 113 individus, ont
» été exécutées. Sur une autre ferme, 37 personnes.
» A Caherquin, 11 familles, 39 personnes.
» A Clountys, 10 familles, 48 personnes. A
» Cappagh, 19 familles, 97 personnes. Toutes
» ces exécutions ont eu lieu en quinze jours.
» En résumé, à l'entrée de l'hiver, 170 familles,
» 532 chrétiens, se trouvent aujourd'hui sans
» asile, en vertu du bon plaisir de lord Ven-
» try. »

F. V.

« Trente ans après l'introduction de la pomme de terre et des algues en Ecosse, les fermages étaient triplés, les laboureurs forcés de s'expatrier. Quand l'abondance entre dans un pays, elle en chasse l'homme. »

LEMONTEY.

Le même fait s'est produit en Irlande. Là aussi on a vu le fermage doubler à chaque génération.

« Cette terre avait été pendant quatre générations dans la famille de ce fermier. Son arrière-grand-père payait de fermage 6 schellings par acre, son grand-père 10, son père 20, et lui 40. »
(INGLIS. *Voyage en Irlande.*)

M. ODILON BARROT ET SES COLLÈGUES ONT BIEN MÉRITÉ DE LA PATRIE !

L'histoire ne pardonnera pas à Louis-Philippe d'avoir méconnu le génie politique de M. Odilon Barrot, de lui avoir infligé pendant dix-sept ans le supplice de Tantale. Enfin, Dieu soit loué, M. Barrot est arrivé au pouvoir ; la France aura dans la même personne les qualités de Colbert et de Richelieu, réunies à l'éloquence substantielle et précise des plus grands orateurs de l'Angleterre. Quel homme d'état ! quel logicien ! quelle majesté ! quel geste impérieux et superbe ; mais surtout quelle voix sonore et retentissante ! L'attitude de M. Barrot, même quand il s'abandonne à son naturel, ressemble à celle d'Ajax défilant les Dieux : M. Barrot est toujours... sublime !

Depuis qu'il est entré, pour la première fois à la chambre des députés, il y a près de trente ans, M. Odilon Barrot a prodigué les généralités et les phrases ; mais il n'a jamais dépensé une idée. Qu'il doit être riche, depuis si longtemps qu'il fait des économies ! que de trésors accumulés dans cette tête chauve, pour défrayer et pour illustrer un ministère !

M. Odilon Barrot président du conseil, il n'y a point à s'inquiéter des destinées de la France. Si les prolétaires souffrent de la faim, si le commerce est aux abois, si l'industrie se débat dans une douloureuse agonie, si les finances sont épuisées, si les contribuables sont sans ressources, si tout emprunt est impossible... ne vous alarmez point : M. Barrot a des plans et des projets pour remédier à tout dès qu'il voudra, pour parer aux difficultés de la situation la plus désespérée. S'il n'a rien fait, rien proposé depuis un mois qu'il est premier ministre, s'il semble laisser le mal empirer à plaisir, c'est qu'il est parfaitement sûr de sa puissance ; s'il vous laisse rouler sur le bord de l'abîme, c'est pour vous retenir au moment décisif, pour augmenter la joie de la délivrance par la vue du péril ; en un mot, c'est qu'en magicien habile, il veut étonner le monde et avoir l'air de faire des miracles. Pardonnez à votre futur sauveur cet excès d'amour-propre ou de vanité, mais soyez sûrs qu'il vous sauvera en temps opportun, qu'il ramènera la confiance un beau jour, d'un coup de baguette, qu'il changera en richesse votre pauvreté, qu'il trouvera des milliards pour remplir les coffres vides du trésor. En attendant, vous pouvez dormir tranquilles, fussiez-vous être réveillés en sursaut par le rappel un matin, entendre résonner sur le pavé des rues le pas des chevaux, les caissons de l'artillerie, et voir Paris transformé en ville de guerre, un jour de combat.

C'est ce qui nous est arrivé lundi dernier. M. Barrot a voulu absolument nous sauver à tout prix pour sauver son portefeuille, pour conserver ses services à son pays. Pour cette mémorable journée, nous lui devons une récompense éternelle. Plaçons une couronne de lauriers sur ses cheveux blancs et portons-le au Capitole ; le triomphe manquait à sa gloire... Il a bien mérité de la patrie !... — N'oublions pas ses collègues.

Une conspiration avait été ourdie contre la République, contre le président et contre l'Assemblée nationale. Les conjurés avaient habilement choisi leur jour. On sait que par un concours de circonstances purement fortuit et que nulle prudence humaine n'aurait pu prévoir, M. Falloux (dont le dévouement à la République ne peut être suspecté, tant il a, par son passé, donné des gages à la cause démocratique !) avait été forcé de rouvrir le cours de M. Lermnier, en même temps que M. Léon Faucher, tout aussi bon républicain que son collègue, se trouvait contraint, de son côté, 1° de licencier brusquement une partie de la garde mobile ; 2° de présenter d'urgence un décret contre les clubs ; 3° de faire arrêter les membres de la solidarité républicaine, etc., toutes choses faites pour exaspérer à la fois les Ecoles, la garde mobile et le peuple ; en même temps qu'on était obligé de demander l'autorisation de poursuivre le représentant Proudhon, en même temps que l'Assemblée était saisie de la proposition Billault, et qu'elle devait discuter cette irritante question de dissolution immédiate, question soulevée, comme chacun sait, par M. Râteau et par les ennemis du ministère, question qui, depuis un mois agite et passionne les esprits sur tous les points de la France.

Heureusement que le même jour la première légion se trouvait réunie par hasard dans le jardin des Tuileries pour reconnaître son colonel, à quelques pas de la chambre ; heureusement aussi qu'on a eu la prudence de faire battre le rappel de bonne heure dans les 1^{re}, 2^e et 10^e légions seulement, toutes trois bien connues pour leur enthousiasme républicain....

Grâce à un immense déploiement de forces, à la vigilance du ministère, le complot a échoué. Les légions suspectées de royalisme n'ont point été appelées ; le ministre de l'intérieur s'est empressé de calmer les esprits par une proclamation qui restera comme un chef-d'œuvre de convenance ; la société, la République, l'Assemblée nationale ont été sauvées, et les représentants ont pu délibérer en toute liberté.

On ne connaît pas encore d'une manière bien précise les auteurs de la conspiration.

On ne sait pas au juste s'il s'agissait d'un vendémiaire, d'un brumaire, d'un 15 mai ou d'un 23 février ; mais la vérité ne tardera pas à se faire jour.

Quant à nous, nous félicitons sincèrement la population de Paris pour la conduite qu'elle a tenue pendant cette triste journée.

Parlons sérieusement. Nous voulons bien croire à la probité proverbiale de M. Barrot ; mais alors il nous est impossible de croire à sa clairvoyance et à sa perspicacité. Nous lui conseillons, dans son intérêt, de se défier des hommes qui l'entourent, et surtout de ceux qui voudraient l'engager, à son insu, dans la voie scabreuse de l'intrigue et de la déloyauté.

Nous conseillons de même au président de se tenir sur ses gardes, de ne pas accorder aveuglément sa confiance à tous ceux qui viennent lui faire des offres de services et des protestations de dévouement. Ce n'est pas pour lui que les intrigants travaillent.

Des roués politiques, dont la révolution de février a brisé la carrière, cherchent à provoquer une contre-révolution par tous les moyens, à renverser la république. Pour venger leur amour-propre froissé, pour sa-

tisfaire leur ambition méprisable et désordonnée, ils sont tout disposés à lancer la France dans l'imprévu des révolutions sans fin, dans les horreurs de la guerre civile. Pas de scrupule qui les puisse arrêter ; ils veulent conquérir le pouvoir à tout prix, fussent-ils, pour arriver, traverser des flots de sang et des monceaux de cadavres.

Encore s'ils avaient pour excuse le fanatisme d'une conviction sincère ! mais ils ne croient à rien, et ils s'en font honneur ; mais ils professent tout haut un mépris souverain pour l'humanité !

Ils ont juré de ne pas laisser à la France un seul moment de calme et de repos, d'entretenir une agitation permanente, jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur but ou reçu leur châtiment. Le jour de la justice viendra.

Le défi jeté à l'Assemblée par les réactionnaires de toutes les couleurs d'un côté, par les ministres de l'autre, a failli coûter encore à la France des flots de sang.

C'est le premier conflit entre les deux pouvoirs : sera-ce le dernier ? Ah ! s'il s'agissait aujourd'hui de voter la Constitution, la présidence serait écartée à l'immense majorité. C'est une faute au président de n'avoir pas prévu ce conflit ; c'en est une autre de ne l'avoir pas fait cesser.

Si le peuple de Paris n'avait pas eu l'admirable bon sens de dédaigner des provocations insolentes, peut-être qu'aujourd'hui nous serions en proie à la guerre civile ?

Onze mois après la révolution, le ministère Barrot s'est trouvé exactement dans la même situation que MM. Guizot et Duchâtel le 22 février, et il y a été poussé par les mêmes hommes. M. Barrot s'agit, et M. Thiers le mène.

M. Barrot et ses collègues ont défié l'Assemblée, comme M. Guizot et le *Journal des Débats* défiaient l'Opposition ; M. Barrot et ses collègues se sont abrités derrière la popularité et les suffrages du président, comme si les millions de suffrages exprimés en décembre avaient été données à la trinité Barrot-Faucher-Falloux.

Que serait-il arrivé si la majorité de l'Assemblée nationale s'était montrée aussi obstinée que le ministère ?

L'Assemblée, pour entrer dans une voie de conciliation, a rejeté les conclusions du rapport Grévy, tout en maintenant ses droits contestés par les ministres. La proposition Râteau sera rejetée à son tour, cela est probable ; le nombre des lois organiques sera réduit à trois ou quatre, et, sans préciser un jour pour le terme de ses travaux, l'Assemblée limitera sa durée à deux ou trois mois.

Cette concession faite, le président, de son côté, s'empressera de modifier le cabinet, de renvoyer le ministre de l'intérieur surtout, qui ne peut rester en aucun cas, le ministre des travaux publics, enfin le ministre de la guerre qui n'a jamais été pris au sérieux.

A ces conditions, l'Assemblée se tiendra pour satisfaite, et le conflit cessera.

Mais M. Barrot aura perdu son innocence immaculée, aura donné un démenti à ses paroles et à ses actes de l'an passé, aura joué comme doublure le rôle de M. Guizot. C'est triste de jouer un rôle de doublure quand on se croit capable de tenir les premiers emplois, quand on a l'aplomb et la suffisance d'un premier sujet. M. Barrot aurait dû se tenir à son rôle d'opposant, résister à l'ambition de sa famille. Il était trop bon époux, c'est ce qui l'a perdu.

TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Samedi 27. — Journée des émotions. L'assemblée fait semblant de discuter la loi du con-

soil d'Etat, mais tous les esprits sont ailleurs. Néanmoins, elle décrète qu'elle seule nommera les membres du conseil d'Etat. Rude échec pour le ministère. Le ministère avait demandé, dans la séance de la veille, que l'Assemblée décidât l'urgence pour la loi contre les clubs. La majorité décide qu'il n'y a pas urgence. Second échec. Entre temps, l'avocat Baroche, procureur-général, fait lire son réquisitoire, réclamant l'autorisation de poursuivre le citoyen Proudhon, prévenu d'irrévérence envers le président. — M. Ledru-Rollin dépose une demande de mise en accusation des ministres.

Lundi 29. — L'Assemblée demande au ministère des explications sur le déploiement de forces qui donne à la capitale l'aspect d'une ville assiégée, et au Palais-Législatif l'aspect d'une caserne. M. Odilon Barrot et M. Léon Faucher répondent que ce déploiement de forces a été motivé par le licenciement de la garde mobile et par le besoin d'intimider les éternels ennemis de l'ordre. — L'assemblée rejette, à la majorité de 416 voix contre 405, les conclusions du rapport Grévy contraires à la proposition Râteau.

Mardi 30. — Nouvelles demandes d'explications au ministère sur le fait de l'occupation de la chambre par les troupes du général Changarnier, et sur l'arrestation du colonel Forestier de la 6^e légion. On réclame l'enquête. MM. Sarrans jeune, Bac, Guinard, Edgar Quinet, interpellateurs; Léon Faucher-Odilon Barrot, interpellés. Discussion du projet de loi portant augmentation de l'impôt sur les successions et donations. Séance lourde et terne; M. Goudchaux, père du projet, n'est pas heureux dans son argumentation.

Mercredi 31. — Renvoi de la demande de mise en accusation des ministres devant le comité de justice et non à l'examen des bureaux. On décide encore qu'un rapport sera fait sur l'urgence de l'enquête, à propos des événements de lundi, réclamée par MM. Bac et Sarrans. — M. Martin Bernard demande compte des poursuites exercées contre la *solidarité républicaine*; pas de réponse. On passe à la discussion de la proposition Billault qui est rejetée à une faible majorité, 397 voix contre 390. M. Passy, ministre des finances de la vieille école, démontre qu'il est impossible d'opérer des économies importantes sur le budget, sans désorganiser les services.

Jeudi 1^{er} février. — Enterrement du projet de loi sur l'augmentation de l'impôt de succession. La commission retire le projet. La chambre, à la majorité de 531 voix contre 167, repousse la demande d'amnistie proposée et défendue par les citoyens Lagrange, Scholcher et Pelletier. Ajournement de la discussion du projet relatif à la transportation des insurgés en Algérie.

Vendredi, 2 février. — L'Assemblée vote: le projet de loi sur le chemin de fer d'Avignon à Marseille; un crédit de 584,257 fr. demandé par le ministre de l'intérieur; 2,700,000 f. pour liquidation des ateliers nationaux. — Ajournement de la discussion sur l'organisation judiciaire.

On nous écrit de Brighton :

« J'assistais, il y a quelques jours, à une séance de l'institut des travailleurs (*Working men's institute*), il y avait environ 1,500 ouvriers. M. H... fit une leçon qu'on écouta assez attentivement. Un concert succéda au discours; quand la musique entonna l'air national et monarchique: Dieu sauve la reine (*God save the queen*), accueilli ordinairement avec tant d'enthousiasme par les Anglais, une expression sombre et menaçante se répandit sur tous les fronts, et au lieu d'applaudir comme c'est d'usage, l'auditoire siffla avec un ensemble admirable. »

Un de nos amis rencontra, il y a quelques jours, un industriel très recommandable qui a le premier importé à Paris l'impression sur étoffes au moyen de rouleaux, planches plates, etc.... Celui-ci lui avoua qu'il se trouvait dans une profonde misère. — Mais, lui dit notre ami, pourquoi ne vous adressez-vous pas à vos confrères? ils vous doivent leur fortune; en vous mettant à l'abri du besoin, ils ne feront que ce qu'exige la reconnaissance. — Hélas! monsieur, reprit l'inventeur, les ouvriers se soutiennent les uns les autres, mais les patrons ne s'aident pas.

SUPPRESSION DE L'INTÉRÊT DU CAPITAL.

par l'Évangile, la loi ancienne et l'église catholique.

Cet article est extrait d'un petit volume qui vient de paraître sous ce titre: *Le dernier mot du socialisme*, par un catholique, et dont il est fait mention dans notre *Revue bibliographique*.

A côté du principe (*à chacun selon ses œuvres*), l'Évangile a-t-il posé le moyen pratique de l'appliquer? Comment rendre « à chacun selon ses œuvres », de manière que la richesse de chacun soit toujours égale à la somme de son travail? Jésus-Christ nous l'enseigne lui-même en ces termes: « **PRÊTEZ SANS INTÉRÊTS** », c'est-à-dire *supprimez entre vous tout intérêt ou revenu du capital*.

Tout l'avènement social de la loi chrétienne est dans ces mots. Là est l'unique moyen de détruire radicalement toutes les misères et toutes les angoisses de notre état social, d'affranchir les travailleurs, et de répartir équitablement les richesses au prorata du travail. Là se trouve tout entière cette immense rénovation qu'appellent de leurs gémissements et de leurs vœux les pauvres et les déshérités de la terre. Là se révèle, de la base au faite, tout le plan de cette société nouvelle dont le monde est en enfantement, création laborieuse qui doit sécher tant de larmes, consoler et guérir tant de maux, relever tant d'âmes abattues, et faire luire sur tout ce qui souffre et pleure le jour attendu de réparation et de délivrance.

Et ici aussi le Christ peut dire: « Ne pensez pas que je sois venu détruire la loi ou les prophètes: je ne suis pas venu les détruire, mais les accomplir. »

En effet, l'abolition de l'intérêt du capital est l'une des prescriptions les plus formelles de la loi primitive, elle se retrouve d'un bout à l'autre de l'Ancien Testament, et chacun des livres qui le composent, en proclame tour à tour le principe divin.

Ouvrez le *Deutéronome*. Il est dit:

« Vous ne prêterez point à intérêt à votre frère, soit intérêt d'argent, soit intérêt de grains, soit de tout autre chose quelconque dont on puisse tirer intérêt. »

« Mais vous prêterez à votre frère ce dont il aura besoin, sans en tirer aucun intérêt: afin que le Seigneur votre Dieu vous bénisse en tout ce que vous ferez dans le pays dont vous devez entrer en possession. » (Ch. 33, v. 19 et 20.)

Ouvrez le *Lévitique*:

« Vous ne prendrez point d'intérêt de votre frère, et vous ne tirerez pas de lui plus que vous ne lui avez donné. Craignez Dieu, afin que votre frère vive chez vous. »

« Vous ne lui donnerez point votre argent à intérêt, et vous n'exigerez point de lui plus de grains que vous ne lui en aurez donné. » (Ch. 25, v. 36 et 37.)

Ouvrez l'*Exode*:

« Si vous prêtez de l'argent à mon peuple, au pauvre qui est avec vous, vous ne vous comporterez pas envers lui comme un exacteur, et vous ne mettrez point d'intérêts sur lui. » (Ch. 22, v. 25.)

Consultez les *Psaumes*:

« Seigneur, qui demeurera dans votre tabernacle? ou, qui reposera sur votre sainte montagne? Celui qui ne donne point son capital à intérêts. »

« Quiconque pratique ces choses, ne sera point ébranlé dans toute l'éternité. »

Interrogez les *Prophètes*, et vous verrez tomber de leurs lèvres, en paroles brûlantes, cet anathème de mort et cette bénédiction de vie:

« Si un homme est juste, s'il agit selon l'équité et selon la justice, »

« Il ne prêterait point à intérêts, et ne recevrait point plus qu'il n'a donné. »

« Qu'il prête à intérêts et qu'il reçoive plus qu'il

n'a prêté, vivra-t-il après cela? Non, certes, il ne vivra point; puisqu'il a commis toutes ces abominations, on le fera mourir de mort, et son sang sera sur sa tête. »

« Qu'il détourne sa main de toute injustice à l'égard du pauvre; qu'il ne prenne point d'intérêts et ne reçoive rien au-delà de ce qu'il a prêté; qu'il garde mes ordonnances, et qu'il marche selon mes préceptes; celui-là ne mourra point, mais très certainement il vivra. »

Est-ce assez clair et formel?

Nous recevons de Bordeaux le prospectus d'un nouveau journal ayant pour titre: *Le Peuple souverain*, journal des travailleurs, paraissant le dimanche et le jeudi. Le comité de rédaction se compose des délégués des corporations de Bordeaux, et il est imprimé par les ouvriers associés. La déclaration de principes renferme la demande de plusieurs réformes importantes, telles que le principe d'association proclamé comme base de l'organisation sociale, le droit au travail, l'abolition de l'usure, le droit à l'éducation gratuite, l'abolition des monopoles et des privilèges sous quelque forme que ce soit, l'abolition des armées permanentes, l'abolition complète de la peine de mort, etc.

Ce prospectus contient aussi un projet de constitution de banque d'échanges pour la ville de Bordeaux, et la pensée inspiratrice du journal est toute entière dans ces deux lignes:

« Association! solidarité! tel est l'article premier de notre foi religieuse, sociale et politique. »

Nous ne saurions trop applaudir à la fondation de ce journal, et nous croyons fermement qu'il est appelé à rendre d'éminents services à la cause des travailleurs. Rien ne peut être plus utile aux idées sociales qu'un organe fondé par des ouvriers, surtout lorsqu'il se distingue par un esprit de sagesse et de progrès pacifique. *Le Peuple souverain* de Bordeaux est dans ces conditions, et nous sommes convaincus qu'il est appelé à un succès durable et mérité.

LES OUVRIERS DE PARIS.

LE PEINTRE EN BATIMENTS.

(Suite et fin.—Voir le numéro du 28 janvier.)

IV

ASSOCIATION DES OUVRIERS PEINTRES.

La pensée d'associer les *ouvriers peintres* remonte déjà à plusieurs années. Le 8 mars 1838, le journal le *Bon Sens* a publié les bases de ce projet. A cette époque, il était difficile, dangereux même aux travailleurs de chercher à améliorer leur sort, et le projet d'association ne put se réaliser.

Cependant, une idée juste, lorsqu'elle est émise par des hommes convaincus et persévérants, ne pouvant être complètement perdue, nous trouvons ce même projet reproduit et développé dans une petite brochure ayant pour titre: *Organisation du travail* (1). Cette brochure, remarquable à divers titres, renferme les détails suivants sur la condition des *peintres*:

« Entre toutes les industries souffrantes, la *peinture en bâtiment* se distingue d'une façon toute particulière; c'est un état dans lequel l'ouvrier est à la discrétion des entrepreneurs; là, point de prévoyance pour le travailleur, rien ne lui est garanti, c'est une machine qu'on exploite sans scrupule; quand son service est inutile tout l'abandonne. »

« Mais pourquoi aussi sa jeunesse n'a-t-elle pas été plus prévoyante? Pourquoi a-t-il dépensé son énergie et son ardeur en des plaisirs frivoles et ruineux?... Pourquoi?... nous allons répondre à ces questions par des chiffres; en tenant compte de la morte-saison et des chômages accidentels, un ouvrier *peintre en bâtiment* ne travaille, au plus que huit mois par an, en

(1) *Organisation du travail* proposée par Confais et adoptée par les citoyens membres de la commission des *ouvriers peintres*. — Paris, 1848. — Rue des Boucheries-Saint-Germain, 48.

200 journées à 4 francs, ce qui forme un total de 800 fr.; si l'on retranche sur cette somme 150 fr. pour le loyer et autant pour l'entretien, il restera 500 fr. pour se nourrir pendant une année. »

« Nous ajouterons que les travaux de *peinture* ne s'exécutent en général qu'en été. Les *peintres* se trouvent souvent forcés, en hiver, de changer de profession, ce qui leur est fort onéreux. C'est en présence de cette situation qu'ils ont pensé qu'en s'associant, ils seraient moins malheureux.

Un maître peintre, *M. Leclaire*, avait, depuis 1842, prouvé quels excellents résultats les patrons pouvaient obtenir en intéressant leurs ouvriers. Il y a cependant une grande différence entre le règlement d'administration et de répartition de la maison *Leclaire* et l'association des *ouvriers peintres*, car le projet de 1838 est en pleine voie d'exécution.

M. Leclaire disait lui-même en 1843 :

« Ce n'est point une association que je forme; j'ignore même si la loi me le permettrait; il s'agit tout simplement de distribuer à un certain nombre de mes ouvriers, qui sauront mériter cet avantage, une part des bénéfices produits par le travail. »

De plus, nous trouvons dans le règlement la disposition suivante :

« Art. 3. Le nombre de personnes que nous admettrons à participer au bénéfice du travail est indéterminé; il dépendra entièrement de nous (1).

Nous sommes loin, en citant ce qui précède, de vouloir critiquer l'œuvre de *M. Leclaire*; nous devons même dire, pour être vrai, qu'il a le premier réduit les heures de travail dans sa profession, et que, dès l'année 1842, ses ouvriers ne faisaient que dix heures, tandis qu'ailleurs ils en faisaient onze. Notre but est seulement de montrer que si *M. Leclaire* a réussi en procédant ainsi, à plus forte raison les *ouvriers peintres* associés devront-ils voir leur entreprise couronnée de succès.

Voici comment ils entendent répartir leurs bénéfices :

« Un quart pour l'amortissement de la somme due aux entrepreneurs et aux marchands avec lesquels la société aura traité.

» Un quart pour secours destinés aux vieillards, aux orphelins et aux malades.

» Un quart à partager entre tous les membres de la corporation suivant le nombre de journées que chacun d'eux a fournies.

» Le dernier quart sera consacré à la formation d'un fonds de réserve dont la destination pourrait être l'assistance mutuelle entre toutes les industries ou toute autre éventualité si cette nécessité ne se présentait pas.

» Quand il n'y aura pas d'ouvrage pour toute la corporation, les ouvriers qui en font partie seront soumis au chômage à tour de rôle, afin que chaque sociétaire soit assuré du même nombre de journées de travail; le chômage ainsi réparti sera plus supportable pour tous les membres de la corporation. »

Les *peintres en bâtiment* sont, à Paris, au nombre de 8,000, tous soumis à un long chômage; s'ils comprennent leur intérêt réel, ils se rallieront au projet que nous venons de citer, car ils donneront à leur existence matérielle une sécurité qu'ils n'ont pu obtenir jusqu'à ce jour.

Pour compléter ce que nous venons de dire sur l'association des *ouvriers peintres*, nous rappellerons à nos lecteurs que sept associations de cette profession ont demandé des fonds à la commission du travail et qu'une seule a obtenu une somme de 8,000 fr.

(1) Des améliorations qu'il serait possible d'apporter dans le sort des *ouvriers peintres en bâtiments*, par *Leclaire*. — Paris, 1843. — Mme veuve Bouchard-Huzard.

Après ce que nous avons dit de la gaité des *peintres en bâtiment*, il serait permis de supposer qu'ils la conservent toujours.

On se tromperait pourtant: cette gaité disparaît devant les années, et surtout en présence des dangers et des souffrances physiques auxquels ils sont exposés.

Indépendamment des travaux qui ne se font qu'à l'aide d'échelles ou d'échafaudages, du haut desquels ils peuvent tomber, ils sont encore sujets à l'horrible maladie connue vulgairement sous le nom de *colique de plomb*.

Pour ce qui est des échelles et des échafaudages, plusieurs maîtres peintres les ont supprimés en y substituant les machines *Leclaire* et *Journet*, qui s'adaptent par des vis aux murs des maisons; mais un grand nombre de patrons, par indifférence pour la vie de leurs ouvriers ou par économie, ne veulent point employer ces machines.

Dans beaucoup de cas analogues, la science ne manque point à l'homme: c'est lui, au contraire, qui dédaigne la science. Préférant supporter les conséquences de son ignorance ou de son égoïsme, il aime mieux courir le risque de se briser les membres que d'user de ce qui le mettrait à l'abri du danger. Si encore il n'exposait que son existence propre? Mais, non! il faut que ceux qu'il occupe supportent les inconvénients de ses caprices et de ses penchants routiniers.

On a trouvé aussi, depuis quelques années, le moyen de remplacer les substances malsaines qui entraient dans la composition des couleurs; il est fâcheux qu'il n'en ait pas été de même du blanc de plomb; car les coliques dont il est la cause sont un véritable fléau. L'on a essayé, à diverses reprises, de remplacer le blanc de plomb par l'oxide de zinc; ce dernier a le privilège d'être d'une extrême blancheur, mais il faut donner plusieurs couches pour obtenir ce résultat, et le travail est beaucoup plus long.

Sans vouloir trop nous appesantir sur cette question, que nous traiterons amplement au chapitre des *cérusiers*, nous allons analyser ce qui est relatif aux *peintres en bâtiments*, en prenant pour guide scientifique le beau travail de *M. Tanquerel des Planches* (1).

Il est rare que dans le courant de son existence un ouvrier ne soit atteint, au moins une fois, des *coliques saturnines*, et communément il l'est à plusieurs reprises; la force ou la faiblesse de tempérament n'y est pour rien.

La malpropreté peut contribuer au développement de la maladie; et de l'aveu même des ouvriers que nous avons consultés, il paraîtrait qu'en prenant des précautions, comme celles de ne point manger avant de laver leurs mains imprégnées de blanc, de ne pas s'obstiner à travailler étant en ribote, parce que la chaleur de la tête, jointe aux émanations produites par la peinture fraîche, peut amener de graves accidents; ils pourraient, — non pas s'en préserver tout à fait, — mais souffrir moins violemment.

Les *ouvriers peintres*, questionnés sur la manière dont ils ont contracté une maladie à laquelle ils avaient échappé ou dont ils n'avaient point été atteints depuis longtemps, répondent : que c'est après avoir travaillé dans un endroit fermé, dans un lieu qu'ils ont été obligés de chauffer, afin d'obtenir un prompt séchement, et que, dans ce but, ils ont employé beaucoup d'essence.

L'atmosphère dans laquelle se trouve placé l'ouvrier favorise la volatilisation du plomb, qui se concentre alors dans les voies aériennes.

Ceux qui peignent à la *céruse* contractent plus facilement les *coliques saturnines* que ceux qui emploient l'oxide de plomb.

(1) *Traité des maladies de plomb*.

L'hôpital de la Charité est celui que les *peintres en bâtiments* choisissent de préférence pour se faire soigner, parce qu'il y existe depuis plusieurs années un traitement spécial pour les coliques.

Le nombre de ceux qui en ont été atteint s'est élevé, de 1831 à 1839, pour le seul hospice de la Charité, à 338, et ce chiffre ne comprend absolument que les *barbouilleurs*, les *peintres de lettres*, *d'attributs*, *de décors*, etc.

C'est principalement en été et surtout au mois de juillet que cette maladie se déclare.

Les douleurs sont affreuses, et l'on reste quelquefois deux ou trois jours sans parvenir à les apaiser. Le gai chanteur, le déclamateur amusant, n'est plus alors qu'un pauvre moribond se débattant contre d'inhumaines tortures.

Le croirait-on, cependant? malgré les dangers qu'ils courent, malgré la cruelle maladie dont nous venons de parler, malgré la vieillesse anticipée à laquelle chacun d'eux ne peut se soustraire, ils aiment leur état, et il en est peu qui s'en plaignent et qui voudraient en changer.

Ils ressemblent en cela au soldat criblé de blessures qui, entendant le son du tambour, est prêt à endosser l'uniforme et à courir au combat. Mais au moins il peut être animé par un désir de gloire, par un sentiment patriotique, tandis que l'ouvrier risque sa santé, sa vie, sans profit et sans gloire.

L'un d'eux, auquel nous nous étions adressé pour être sûrs de ce que nous énoncerions, nous disait :

« Monsieur, j'ai cinquante ans, j'ai été huit » ou dix fois attaqué par les coliques, je suis » tombé du haut d'une échelle de trente pieds, » et si je ne suis pas mort, c'est que Dieu me l'a » pas voulu. Aujourd'hui même, je me suis en- » foncé, en posant un carreau, un morceau de » verre dans la main. — Il disait vrai, sa main » était ensanglantée. — Eh bien! je ne saurais » dire pourquoi je tiens à ce gueux d'état! De- » mandez au premier *peintre* venu, et il vous » dira la même chose.

« Ah! c'est qu'aussi, ajouta-t-il en souriant, » ils sont si gais tous ces farceurs-là, que lors- » qu'on est avec eux, on oublie les échelles, les » coliques et tout le tremblement. »

En songeant à ce mépris du danger, à cet oubli de la souffrance, à cette gaité inaltérable, nous répétons ce que nous avons dit en commençant cette étude: c'est que les *peintres en bâtiments* sont de vrais enfants de Paris!

PIERRE VINCARD.

L'abondance des matières nous oblige de renvoyer au prochain numéro le premier article du *Voyage en Eden*, de M. Victor Meunier.

DOCUMENTS OFFICIELS SUR LE PAUPÉRISME EN ANGLETERRE.

D'après un rapport récemment publié par ordre de la chambre des communes, à la suite d'une motion présentée par M. Buller, le revenu annuel de la propriété foncière soumis à la taxe des pauvres, dans l'année qui a fini le 25 mars 1847, s'est élevé, tant en Angleterre que dans le pays de Galles, à 67,320,587 l. st., environ 1,680,000,000 de fr.

Les dépenses pour assistance des pauvres pendant la même année ont été de 5,298,785 l. st. ou environ 132,470,000 fr.

D'où la taxe sur le revenu peut être portée, en moyenne, à 1 sh. 7 d. par livre ou à 8 0/0.

Dans le comté de Buckingham, la taxe atteint jusqu'à 11 0/0 du revenu; dans le comté de Derby elle n'est que de 5 0/0.

Un second tableau statistique fixe le nombre des unions de paroisses pour secours, en Angleterre et dans le pays de Galles, à 592, et le nombre des habitants soumis à la taxe à 14,997,581.

Les pauvres secourus, à l'exclusion des vagabonds et des pauvres étrangers aux paroisses associées, étaient dans le dernier trimestre, avant le 25 mars 1847, arrivés au chiffre de 1 million 322,120. En y adjoignant ceux que nous venons d'exclure, ils atteignent le chiffre de 1,471,133. L'Angleterre et le pays de Galles comptaient en 1847, une population estimée à 17,325,123 habitants, dont un dixième environ (9,8) de pauvres secourus.

PROGRÈS DU PAUPÉRISME EN ÉCOSSE.

La plaie du paupérisme s'étend en Écosse avec une effrayante rapidité; on en pourra juger par les chiffres suivants:

Dans l'exercice 1844-45, la taxe des pauvres s'est élevée à 258,814 liv. sterling (6,470,350 f.); en 1845-6, elle est montée à 306,044 livres (7,651,100 fr.); en 1846-7, elle a atteint 435,367 livres (10,884,175 fr.); enfin, dans le rapport qui sera présenté ce mois-ci au parlement, il est établi que, dans l'exercice dernier, elle n'aura pas coûté moins de 550,000 liv. (13,750,000 f.)

En 1847, la répartition de cette taxe a donné 4 livres 13 schellings 5 deniers 0/10, ou 4 fr. 67 c. 0/10 du revenu annuel de toute la propriété dans le pays.

Dans cette même année, les pauvres inscrits s'élevaient à 85,971, et les pauvres à qui on a donné des secours accidentels à 63,399. Total: 149,370, soit environ 1 sur 18 habitants.

(Spirit of the age.)

La taxe des pauvres est une contribution spéciale perçue dans chaque paroisse et parfaitement distincte des impôts levés au nom de l'État. Indépendamment de ce qu'ils paient pour subvenir aux charges publiques, les propriétaires d'Écosse sont donc soumis à une taxe de 4 fr. 67 c. pour cent sur leurs revenus. C'est le budget de la misère.

ÉMIGRATION.

Nous lisons dans le *Mercure* de Liverpool:

Dans l'année 1848, 131,421 émigrants se sont embarqués à Liverpool; savoir: pour les États-Unis, 127,504; pour les colonies de l'Amérique du Nord, 2,066; pour les Indes-Orientales, 192; pour l'Australie, 298; pour Hong-Kong, 14; pour les îles Falkland, 12.

L'année dernière, 30,000 personnes avaient émigré pour le Canada. Cette année, le nombre des émigrants a été de 2,000 seulement, parce que le gouvernement canadien a jugé prudent d'exiger un faible droit de chaque émigré.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE.

LIVRES À LIRE.

Nous avions grande envie de commencer cette revue bibliographique par un acte de charité bien ordonnée, c'est-à-dire de commencer par nous-même, par l'éloge de nos propres écrits. Et cet éloge, bâtons-nous de le confesser, eût coûté peu de chose à notre modestie; car, notre conscience nous rend ce témoignage, que nous avons jusqu'ici servi la bonne cause, dans la mesure de notre intelligence et de nos forces. Or, qui fait ce qu'il peut fait ce qu'il doit, et nous ne voyons pas qu'il y ait grand mal à écrire, quand c'est vrai, qu'on a payé à ses frères sa dette de travail et de dévouement fraternel. Là se serait arrêtée naturellement l'apologie de nos œuvres; nous le répétons donc, ce n'est pas ici la modestie qui nous étouffe et nous gêne, c'est une autre raison.

Nous n'avons encore, grâce à Dieu, commis que deux gros livres, les *Juifs rois de l'époque*, l'*Esprit des bêtes*... et le premier de ces ouvrages se vend dix francs. C'est ce prix qui nous torture et nous rend l'existence amère. Nous n'osons pas dire tout à fait, de peur de nuire aux intérêts de notre éditeur, que ce prix de dix francs soit exorbitant pour notre livre; cependant notre conviction intime est

que la moitié de ce prix se rapprocherait beaucoup plus de sa valeur réelle. Et nous sommes d'autant plus excusable de ne pas partager, sur nos mérites personnels, l'opinion avantageuse de notre seigneur et maître, que notre intérêt d'auteur se trouve ici d'accord avec notre humilité native. Supposons, en effet, pour un moment, que la dureté des temps nous ait condamné à aliéner notre livre à forfait, c'est-à-dire moyennant une redevance fixe par volume. Il est évident que la part de bénéfice qui nous reviendra sur la vente sera d'autant plus considérable, que le prix de l'ouvrage sera moins élevé. Nous nous expliquons. Si notre éditeur, dans sa générosité infinie, a bien voulu nous accorder une remise fixe de un franc par exemplaire et qu'il se résigne à coter cet exemplaire 5 francs, nous touchons, dans ce cas, le cinquième du prix de vente, 20 0/10; maintenant que le prix de l'ouvrage soit porté arbitrairement à 10 francs, nous ne touchons plus que le dixième, 10 0/10, le reste sera pour l'éditeur et ses intermédiaires. Or, comme il se vend infiniment moins de volumes à 10 francs qu'à 5, il résultera de cette combinaison que le niveau de notre fortune s'abaissera à mesure que le niveau de notre valeur commerciale s'élèvera. Nous ne savons pas si l'auteur des *Juifs rois de l'époque* a beaucoup gagné en popularité, à ce que son livre ait eu moins d'acheteurs que par le passé, mais nous tenons de source certaine que le chiffre de sa prime a énormément décliné.

Nous donnons ces détails, que personne ne nous demande, pour aller au devant de la curiosité des siècles à venir, qui ne seront peut-être pas fâchés de savoir comment il se pouvait faire autrefois qu'un auteur fût d'autant plus assuré de mourir de faim, que ses écrits se vendaient plus cher. Nous les donnons encore pour un autre motif, pour répondre aux reproches d'aristocratiques tendances que nous adressent trop souvent, à nous autres pauvres prolétaires de l'écriture, les pauvres prolétaires de l'atelier. Singuliers amis du peuple, s'écrient-ils, parlant à nos personnes, qui n'écrivent jamais que pour les hautes classes, qui ne publient que des livres hors de prix!

Comme si le capital nous faisait merci plus qu'à vous, pauvres frères. De fiers aristocrates, en effet, que nous autres, qui nous permettons de percevoir une prime de 10 0/10 sur le produit de nos veilles; aristocrates qui n'avons pas même le moyen de nous acheter et de nous lire quand la fantaisie nous en prend. Vous vous plaignez que nos livres sont trop chers, mais à qui le dites-vous!

Un barbier rasait un bourgeois. C'était le temps où l'opération se pratiquait à la cuiller, c'est-à-dire où le praticien introduisait une cuiller ou le doigt de la main gauche dans la bouche de la pratique pour lui tendre l'épiderme. Une distraction fatale fait jouer à faux l'instrument qui pénètre à fond dans les chairs. Le bourgeois hurle et s'empare contre la maladresse du bourreau en reproches sanglants. — Mais, malheureux, vous m'avez coupé la figure. — Et à qui le dites-vous, lui répond avec un superbe sang-froid l'artiste, qui s'est ouvert le doigt à travers la joue du patient.

Nos lecteurs savent à présent quelles causes douloureuses nous condamnent au mutisme à l'endroit de notre livre des *Juifs rois de l'époque*. Hélas! ce n'est pas sans regret que nous nous inclinons sous la sentence tyrannique du capital; car il y avait de l'idée et de la verve dans ce mordant pamphlet contre la féodalité financière. On y trouvait d'excellents conseils, dont aucun n'a été écouté, à l'adresse de tous les fous de France, prêtres, ministres, rois, démocrates sans programme. On y lisait encore une série de prédictions fatales, dont moitié s'est accomplie, dont le reste va s'accomplir... Plus une multitude de phrases énergiques dans le goût de celle-ci:

« Le despotisme des écus est le plus écrasant et le plus déshonorant de tous pour une nation » généreuse. C'est celui sous lequel nous vivons, » celui qu'il faut briser... »

Nous ne pensons aucun mal de l'*Esprit des bêtes*, et n'en voulons, par conséquent, point médire. Le livre est publié par nos amis de la *Démocratie pacifique* (2, rue de Beaune), qui nous ont fait, à notre titre de travailleurs, des conditions de répartition plus qu'équitables. Rendons justice à la générosité du capital quand l'occasion s'en présente; la chose n'arrive pas si souvent. L'*Esprit des bêtes* n'a qu'un seul tort à nos yeux paternels, celui de se vendre six francs, et vainement notre raison nous démontre qu'il était impossible de coter à un prix inférieur un volume qui contient la matière

de sept volumes de romans à 7 fr. 50 c., livre amusant, du reste, et instructif... nous n'en persistons pas moins à l'accabler de notre silence systématique. Les livres à six francs n'étant pas faits pour nous, ne nous regardent pas; contentons-nous de les écrire, c'est déjà bien joli.

Mais si d'honorables sentiments de délicatesse et de pudeur nous empêchent de nous rendre à nous-même la justice qui nous est due, aucune raison ne nous impose cette pénible réserve à l'égard de nos collaborateurs et amis, et nous pouvons nous exprimer sur leur compte en toute liberté. Et qui donc confessa les mérites des champions du socialisme, sinon les rédacteurs du *Travail affranchi*.

DE LA RÉPARTITION DES RICHESSES. — VIVRE EN TRAVAILLANT, par François Vidal. Paris, chez Capelle, éditeur, rue des Grès-Sorbonne.

Il n'est personne, s'occupant tant soit peu de matières d'économie politique et sociale, qui n'ait lu ou entendu citer avec éloge les deux livres de François Vidal, le traité de la *Répartition des richesses* et *Vivre en travaillant*. Nous nous souvenons avoir rendu compte du premier de ces écrits, il y a quelques années, dans un feuillet de la *Démocratie pacifique*, qui attira sur nous les foudres de l'économisme officiel, ce qui prouve, par parenthèse, que notre opinion sur ce livre date d'avant la révolution. Nous n'hésitons pas un moment à nous exposer à une aggravation de peine, pour cause de récidive, en déclarant persévérer dans l'expression de notre haute estime pour le livre et pour l'auteur. Le traité de la *Répartition des richesses* est, à notre sens, l'ouvrage le plus savant et le plus complet qui ait été publié sur l'économie politique et sociale depuis le fameux livre des *Nouveaux principes*, de Sismondi. L'économisme était déjà bien bas des coups terribles à lui portés par le rude joûteur de Genève; le livre du socialiste français lui a donné le coup de grâce. On voit bien encore, par ci par là, à la Sorbonne, au Collège de France, au Conservatoire des Arts et Métiers, etc., des économistes attirés qui anéantissent et émargent, mais l'esprit de vie et l'intérêt public sont absents de leurs cours, et il y a fort à parier que si quelque Dante aventureux entreprenait de nos jours une descente aux enfers, il y rencontrerait l'âme de ces messieurs, qui ont l'air de parler et de toucher leurs émoluments en ce monde. Il était une fois un économiste, aspirant surnuméraire à l'Institut, qui ayant entendu dire qu'une éminente venait d'éclater à Elbeuf, pour cause de faim, proposa au gouvernement de Louis-Philippe, comme moyen de rétablir l'ordre, la fondation d'une chaire d'économie politique en ladite cité.

M. F. Vidal a analysé dans ce livre toutes les doctrines des économistes du siècle dernier, ainsi que les systèmes des réformateurs contemporains. L'ouvrage est écrit d'un style large, clair, élégant, correct et coloré d'une chaude teinte d'amour du bien public. C'est un répertoire fort commode d'illustres opinions, revues, corrigées et mises en ordre par un penseur vigoureux et méthodique. Le paresseux qui craint sa peine et possède un peu de mémoire trouve à s'y meubler la cervelle à bon compte. C'est un riche arsenal, plein jusqu'aux combles d'arguments victorieux contre le laisser-faire, et où l'orateur politique et l'écrivain socialiste peuvent puiser à pleines mains pour les besoins de la polémique quotidienne du journal et de la tribune. Le sous-signe déclare, la main sur la conscience et sans y être forcé, que le livre de M. Vidal est le livre où il a le plus appris, et le plus agréablement appris, depuis nombre d'années; et il supplie la modestie de son ami et collaborateur du *Travail affranchi* de ne pas s'offenser outre mesure de ce faible tribut de sa reconnaissance. La lecture du traité de la *Répartition* nous a dispensé de parcourir trente à quarante volumes d'économistes vivants, gens assurément fort estimables, mais qui sont généralement peu en mesure de déposer de l'esprit à la caisse d'épargne. Il y a de ces services qui ne s'oublient jamais.

Vivre en travaillant est un excellent petit livre à 3 fr. 50 c. qui contient le programme révolutionnaire d'hier, celui d'aujourd'hui, celui de demain. C'est un exposé complet, net et précis des réformes immédiates à accomplir. On explique là ce qu'il aurait fallu faire le 25 février pour assurer à tout jamais l'avenir de la République et l'émancipation des travailleurs. On y enseigne à un ministre des finances, qui serait désireux d'éviter une nouvelle banqueroute nationale, les moyens de s'y prendre pour arriver à l'extinction de la dette de l'État sans spoliation, sans emprunt, sans violence. On y donne la manière simple et économique de

doubler les revenus du Trésor, tout en dégrevant de moitié les contribuables. Les vieux qui administrent nos finances depuis un demi-siècle, avec un succès si bien marqué par l'embonpoint toujours croissant du budget, disent que la chose est impossible. M. Vidal, qui sait mieux que les vieux les ressources de la richesse publique, démontre, au contraire, que la chose serait très facile avec un peu de bonne volonté de la part de tout le monde. Nous penchons fort pour l'opinion de M. Vidal; nous sommes en tout état de cause et par tempérament pour les jeunes contre les vieux. Les vieux sont d'anciens jeunes de qui toute vertu s'est retirée avec l'âge et qui se croient supérieurs aux premiers, parce que l'égoïsme a remplacé chez eux la charité. Le plus grand malheur de la France est d'avoir été menée depuis 1815 par des vieux.

Le petit livre de M. Vidal, *Vivre en travaillant*, en raison de son caractère d'utilité pratique, doit tenir désormais dans l'éducation du *Parfait socialiste* la même place que le *Catéchisme* dans l'éducation du parfait chrétien.

LE SOCIALISME DEVANT LE VIEUX MONDE OU LE VIVANT DEVANT LES MORTS, par Victor Considérant, suivi de JÉSUS-CHRIST DEVANT LES CONSEILS DE GUERRE, 1 vol. in-8°. Prix : 2 francs. Librairie phalantérienne, 25, quai Voltaire.

Ce titre saisissant est celui d'un ouvrage qui s'est vendu, depuis un mois, à quelque trois mille exemplaires. Argent bien employé; argument assez spécieux à opposer à l'affirmation de ces braves journaux de l'autel et du trône, qui célèbrent dans leurs chants la mort du socialisme. Deux mots sur la généalogie de ce livre.

Victor Meunier, notre collaborateur, n'avait pu demeurer spectateur impassible de la furieuse réaction anti-socialiste qui suivit les fatales journées de juin. Voyant le socialisme traduit devant les soldats de César, il lui sembla qu'il y avait également lieu à suivre contre le Christ, le grand promoteur de la doctrine, contre les apôtres et les Pères de l'église primitive... et il imagina de traduire à la fois tous ces grands coupables devant les conseils de guerre de la première division. Or, cet interrogatoire de Jésus-Christ et de ses complices eut un retentissement énorme sur le pavé de Paris; les comptes-rendus des audiences publiés par la *Démocratie pacifique* s'arrachèrent dans les rues et se vendirent à de nombreux milliers d'exemplaires; un de ces exemplaires monta, dans un seul jour, du prix de dix centimes à deux francs. Alors l'auteur, encouragé par le succès de ses articles, les réunit en une petite brochure, aussi légère et amusante de forme que grave et sérieuse pour le fond, et Victor Considérant se chargea d'éditer l'œuvre et de l'illustrer d'une préface.

Mais voici que l'éditeur, entraîné par l'immense intérêt du sujet, ne veut plus le quitter avant d'avoir tout dit, et que la copie s'amoncele... tant et si bien, que la préface finit par devenir le livre et le livre par se réduire aux proportions de l'épilogue. A son tour, l'auteur du livre, voyant cela et considérant que l'embonpoint de sa préface ne l'empêchait pas de marcher, a cédé à la contagion de l'exemple. On assure donc que le procès du Christ va prendre des proportions grandioses. D'abord, le principal accusé interjetterait appel du jugement des conseils de guerre devant un tribunal suprême composé de tous les bourreaux de la terre, depuis Caïn jusqu'à nos jours. Puis, pour donner plus de solennité et d'éclat à ce drame judiciaire, il appellerait du même coup près de lui la légion sacrée des martyrs, des illustres crucifiés. On nous a communiqué la liste des jurés de la cour suprême. A côté des noms historiques, comme ceux des Tibère, des Henry VIII et des Torquemada, nous y avons rencontré avec plaisir ceux de quelques scélérats plus modernes, à l'illustration desquels manque encore le vernis du temps, entre autres, ceux de Windisgrätz et de Ferdinand de Naples. La nomenclature des victimes, de Prométhée à Robert Blum, ne manque pas d'intérêt non plus. Ce sera décidément la tenue des grandes assises où se jugera en dernier ressort la grande cause du droit contre la force. Les débats promettent une foule de révélations piquantes et d'incidents curieux. Nous en rendrons compte en leur lieu.

C'est donc la préface faite livre qui a pris ce titre formidable : *Le Socialisme devant le vieux monde ou le Vivant devant les Morts*.

Ce livre est une sommation de déguerpir adressée aux hommes de l'ancien monde par un homme du nouveau. Jamais sommation de ce genre ne fut rédigée en termes plus énergiques; jamais on ne parla à la vieillesse impotente un langage plus

sensé et moins respectueux. L'auteur, après avoir démontré à ces contemporains du passé qu'ils sont morts et bien morts, essaie de leur faire entendre que le mieux qu'on puisse faire quand on est dépassé, est d'en prendre gaiement son parti et de se laisser porter en terre. A l'appui de sa démonstration, il ajoute qu'un édifice qui ne tient plus qu'à l'aide d'un reste de vieux ciment, qui s'appelle la contrainte et la corruption, est un édifice qui menace ruine, et que, par conséquent, il est sage à ceux qui l'habitent de s'accorder pour le démolir pacifiquement avant qu'une bourrasque ne le renverse, auquel cas lesdits habitants courraient risque d'être englobés sous les décombres. Au contraire, en procédant à la démolition de cet édifice verrouillé avec toutes les précautions convenables, il serait facile d'en utiliser les matériaux pour la construction d'un édifice tout neuf, dont la solidité rassurerait tout le monde, et le riche oisif qui habite le premier étage, tout comme le pauvre travailleur qui perche sous les combles ou gîte dans les caves. Ce double projet de démolition et de reconstruction pacifique est aussi dans nos vœux, hélas! mais le moyen de faire pénétrer la raison dans la cervelle des morts.

Ceci est la donnée principale du livre. L'extrait que nous en avons publié dans notre dernier numéro témoigne que, dans la donnée de l'auteur, le travail attrayant est le seul procédé capable de transfigurer le vieux monde sans cataclysme et sans effusion de sang. Il y a vingt ans que M. Victor Considérant travaille résolument à faire triompher cette doctrine. Nous l'avons rarement vu aussi bien inspiré que cette fois.

Il est bien difficile qu'un homme de conviction qui a été capitaine de génie dans sa première jeunesse, réussisse à dépouiller complètement le vieil homme et ne conserve pas quelques bonnes habitudes de son ancien métier de bombardier. Il n'a peut-être pas nui à Paul-Louis le Pamphlétaire d'avoir servi un bout de temps dans les canonniers à cheval. Donc, M. Considérant ne s'est pas borné, dans sa préface, à démontrer la nécessité de changer l'état social de la base jusqu'au faite, texte pourtant assez riche. Il y avait là une occasion magnifique de taper à droite et à gauche, de faire feu de toutes pièces contre les amis et contre les ennemis, l'ex-artilleur n'a pu la laisser échapper et s'en est donné à cœur joie. Sa première bordée porte en plein dans les œuvres vives des moralistes et des économistes : à vous, Léon Faucher, Charles Dupin et les autres du parti des sans-cœur, du parti de Malthus; à vous, Thiers, Véron, Dosne, la fleur et la crème de la chevalerie des gros sous, les chefs immaculés du parti des honnêtes gens! Fourier et Capital à la rescousse! Montjoie et phalantère! à vous, Proudhon, Cabet, Buchez et Louis Blanc du communisme! à toi mon pauvre Leroux, ramasse ton paquet (sic). Bien touché, dit le lecteur que cette canonnade réjouit fort. Bien touché, car l'artilleur est loyal adversaire et sait noblement répartir l'éloge et la critique et absoudre le cœur des erreurs de l'esprit de système.

Le témoignage que nous rendons à M. Considérant de la loyauté de sa critique lui sera d'autant moins suspect, venant de nous, que nous ne sommes pas nous-mêmes à l'abri de ses attaques, et que les rédacteurs du *Travail affranchi* pourraient bien avoir attrapé au milieu de la bagarre quelques boulets perdus. Libre à M. Considérant de tirer sur nous à mitraille ou à poudre, à propos de cette éternelle et misérable question du capital. Nous qui n'avons pas l'humeur aussi belliqueuse que nos camarades de la *Démocratie pacifique*, nous estimons qu'il n'y a pas presse de nous brouiller pour si peu avec de vieux amis. M. Victor Considérant est d'ailleurs de ce petit nombre de penseurs courageux qui, comme Pierre Leroux, Louis Blanc, Proudhon, Cabet, écrivent avec leur cœur autant qu'avec leur tête, et à qui il devra être énormément pardonné, parce qu'ils ont beaucoup aimé.

Le Socialisme devant le vieux monde est un des écrits les plus courageux et les plus utiles de ce temps. Toutes les grandes questions qui troublent les derniers instants de cette société agonisante y sont posées et controversées avec une netteté, nous devrions dire avec une *crânerie* sans seconde. C'est un air de bravoure perpétuel, mais chanté avec une verve, un entrain, un brio qui subjuguent et arrachent les bravos. Nous voudrions reprendre au style à raison de ses allures trop familières, trop soldatesques, mais le moyen de s'attaquer à ce style éloquent et étrange, dont les nombreux défauts plaisent autant que ses qualités (les enthousiastes disent plus);

Résumons-nous, le *Socialisme devant le vieux monde* est un livre que le socialiste ne saurait trop méditer, le bourgeois trop acheter, le jésuite trop brûler.

Nous recommandons à nos amis la lecture du *Dernier mot du socialisme*, par un catholique, plaidoyer chaleureux en faveur des droits du travail, où il est prouvé que non-seulement l'intérêt du capital est la source de tous les fléaux qui dévastent le monde, mais que c'est de plus une hérésie qui entraîne l'excommunication de l'église catholique. Prix : 1 fr. 25 c. Chez Hervé, 4, rue de Tournon, et Capelle, 10, rue des Grès-Sorbonne. Que l'auteur nous pardonne le laconisme de cette mention honorable, en considération de la nécessité impérieuse qui nous commande de clore cette revue, déjà trop longue. Nous reviendrons sur cette publication importante. Ainsi et pour la même cause prions-nous M. Paul Justus d'excuser notre silence à l'égard de ses lettres sur le *Congrès universel*, petite brochure à 15 centimes, qui se vend chez Garnier frères, au Palais-National, et dans laquelle se retrouvent reproduites avec talent les plus vastes utopies politiques et artistiques qu'aient rêvées les adeptes de l'école saint-simoniennne.

Hélas! oui, le feuilletoniste propose et le metteur en page dispose. Nous avions gardé pour la fin de cette revue une place privilégiée de dimension raisonnable pour le charmant volume des fables de Lachambaudie, orné d'une préface de Pierre Vinard, notre collaborateur. Comme il est d'usage en correspondance sentimentale, nous avions réservé pour le post-scriptum nos phrases les plus tendres. C'était bien le moins, en effet, qu'après avoir consacré tant de colonnes aux ouvrages sérieux et destinés exclusivement à nos lecteurs, nous en eussions gardé la moitié d'une pour les ouvrages qui s'adressent particulièrement à nos lectrices, aux mères de familles, à l'enfance. Malheureusement il y avait tant de jolies choses à dire sur ce petit volume, tant de petits chefs-d'œuvre de goût, de sensibilité et de grâce à citer dans ce petit recueil, que notre sympathie pour l'ouvrage et l'auteur nous avait entraîné trop loin; et force nous a été de rogner les ailes à notre apologie. Pourquoi aussi nous est-il si difficile de nous arrêter, quand nous sommes une fois lancé sur le chapitre des bêtes? Pourquoi avons-nous toujours besoin de vingt colonnes de petit-texte pour loger l'histoire des abeilles? Eh! mon Dieu, parce que le sujet nous plaît et que nous n'avons pas, comme Lachambaudie, le don de faire tenir une histoire touchante en six vers.

Achetez les fables de Lachambaudie, vous toutes dont le cœur et l'oreille sont sensibles aux charmes de l'harmonie poétique et aux accents de la vérité naïve, vous toutes qui avez des enfants à instruire aux leçons de la justice divine et de la fraternité. Achetez, le livre se vend chez l'auteur, boulevard Montparnasse, 73, et ne coûte que trente sous.

Trente sous, morbleu, trente sous,
Ce n'est pas un sou par chef-d'œuvre.

A. TOUSSENEL

On nous avait dit que, dans le 12^e arrondissement, les propriétaires s'emparaient des bons de pain destinés à leurs locataires indigents; mais le fait nous avait paru tellement exorbitant que nous avions refusé d'y ajouter foi, malgré les affirmations les plus positives.

La réforme dénonce les mêmes abus, et nous n'avons vu nulle part un démenti ou une rectification. Voici ce que dit la réforme :

» Nous signalons un fait déplorable qui nous est formellement attesté par des personnes dignes de foi.

» Dans le 12^e arrondissement, certains propriétaires prennent de leurs locataires, à défaut d'argent, les bons de pain donnés par la ville aux indigents. Cela n'arriverait pas, si quelques employés de la mairie, au lieu de laisser les bons, comme ils font d'habitude, chez les concierges, les portaient, comme ils doivent, chez les destinataires.

Nous lisons dans le *Peuple souverain* de Lyon :

« La propagande d'association porte ses fruits. Une société aussi vaste dans son but, que forte dans ses moyens, est formée depuis quelques mois à Lyon et voit ses premiers pas couronnés du plus heureux succès. Déjà l'Association Fraternelle de l'Industrie Française a ouvert deux magasins d'épicerie, l'un à Lyon, rue Neyret et l'autre à la Guillotière, rue Hoche; bientôt un troisième sera établi dans le centre de la ville.

Il existe une société semblable à la Croix-Rousse. Il serait de l'intérêt bien entendu des deux sociétés comme de l'intérêt du public, de s'unir et de ne former qu'une seule organisation.

Nous croyons savoir que des démarches réciproques ont été faites dans ce but, et que quelle que soit la bonne volonté qu'on ait mise de part et d'autre à fusionner, la fusion a été reconnue intempestive jusqu'à la régularité de la comptabilité et des formalités qui doivent constituer légalement les deux sociétés.

En attendant cette réunion si désirable, des rapports d'échange se sont établis entre ces deux associations. Les bons d'échange sont reçus dans tous les magasins des deux sociétés quelle que soit leur provenance.

Les ouvriers cordiers de la ville de Lyon et de ses faubourgs, s'étant réunis en association fraternelle, font un appel à leurs confrères de la ville et de la campagne, qui désirent se joindre à eux pour les seconder dans l'œuvre qu'ils ont entreprise pour se soustraire à l'exploitation inique et à la haineuse concurrence qui se fait de maître à maître, et dont les ouvriers sont toujours victimes.

Nous espérons que tous les ouvriers comprendront assez leurs intérêts pour répondre à l'appel de leurs frères. De l'association dépend l'avenir de la génération future et le bien-être général de l'humanité.

Une association se forme en ce moment, à Lille, entre les ouvriers cordonniers.

On sait qu'ils exite à Paris un grand nombre de sociétés de secours mutuels, et que presque toutes ont un capital qui dépasse, pour quelques-unes, la somme de cent mille francs. M. Alphonse Acarry fils, qui fait partie de la société des *bons Humains*, nous écrit une lettre dans laquelle il exprime le désir que ces capitaux soient mis, dans une proportion déterminée, à la disposition des associations d'ouvriers qui offriraient des garanties suffisantes pour sauvegarder les intérêts des prêteurs. Ces fonds sont déposés au trésor ou à la caisse d'épargne; mais leur application à des entreprises industrielles pourrait faciliter la reprise des travaux et devenir ainsi un puissant auxiliaire aux ressources malheureusement trop restreintes dont les ouvriers peuvent disposer pour les associations qu'ils désirent former entre eux. Nous pensons que le projet de M. Acarry mérite d'être pris en considération par l'autorité, qui peut, seule, autoriser le déplacement des sommes appartenant aux sociétés de secours mutuels.

(République.)

ACTE DE SOCIÉTÉ DES OUVRIERS CUISINIERS.

Il existe en ce moment à Paris trois associations d'ouvriers cuisiniers: la première a son siège boulevard extérieur, barrière Pigale; la seconde, rue Simon-le-Franc; la troisième, barrière du Maine.

Ces trois associations étaient sur le point de se fusionner et les associés étaient parfaitement d'accord; mais quand il s'est agi de choisir un gérant, il y a eu des vanités froissées, et le fondateur d'un des établissements n'a pas voulu devenir simple sociétaire.

La nouvelle association dont nous publions aujourd'hui les statuts, et qui s'est constituée depuis la rupture des négociations, a fait comprendre à tous les ouvriers cuisiniers la nécessité d'une indissoluble unité. Elle servira probablement à faire renouer les négociations et à amener la fusion définitive. Nous aurons à revenir sur l'association des cuisiniers.

L'acte qu'on va lire a été rédigé par M^e Balagny, notaire à Batignolles; il a été signé par toutes les parties, les 17, 18 et 19 janvier, et publié conformément à la loi.

Cet acte n'a point été soumis, comme celui des ouvriers ébénistes, à l'approbation du ministre de l'agriculture, à l'examen de la commission officielle.

Il n'est point un simple contrat civil comme celui des chemisiers. En un mot, il a un caractère particulier et tout à fait nouveau pour nos lecteurs.

Dispositions générales. — Preamble.

Art. 1^{er}. L'association fraternelle des cuisiniers réunis a pour objet la création d'un ou plusieurs établissements culinaires.

Elle a pour principes l'affranchissement du travail et l'abolition du salariat.

Elle a pour bases l'unité d'action, la centralisation des intérêts et l'égalité parfaite des droits et devoirs.

Elle a pour but le bien-être, l'indépendance et la dignité des sociétaires.

Art. 2. Elle est constituée en société en nom collectif, suivant les prescriptions de la loi.

Art. 3. L'un des sociétaires signe comme gérant, sans autres attributions ni privilège. Tous les sociétaires sont solidaires en ce qui concerne seulement les charges de l'association. Ils participent à part égale dans les pertes et les bénéfices. Le fonds social ne produit aucun intérêt en faveur des associés; il est employé aux besoins de l'association.

Art. 4. Elle prend le titre d'Association fraternelle des Cuisiniers réunis et poursuit toute usurpation de nom.

Art. 5. Les sociétaires admis en la forme qui sera déterminée ci-après, exercent leurs droits en assemblée générale et omnipotente. Ils sont divisés en sociétaires travailleurs et en sociétaires en disponibilité; ces derniers ne peuvent être mis en activité qu'au fur et à mesure des développements de l'association. Ils n'ont jusqu'à aucune part dans la répartition des bénéfices, les fonds par eux avancés le sont à titre gratuit.

Art. 5 bis. La durée de la société est fixée à 30 ans, à partir du 15 janvier 1849.

Assemblée.

Art. 6. L'assemblée générale délibère sur toutes les questions principales et de détails qui doivent lui être soumises. Elle est le seul pouvoir fondamental de l'association; elle prend ses décisions à la majorité des voix; les deux tiers des sociétaires sont nécessaires pour donner force de loi à la délibération. Néanmoins, si après une première réunion inférieure en nombre à ces deux tiers, l'assemblée se trouvait encore une fois placée dans le même cas, elle passerait outre à la délibération, et son vote engagerait les absents dûment avertis.

Art. 7. Elle se réunit de droit tous les trois mois pour l'examen des comptes de gestion de la direction exécutive et la discussion des questions de faits et de personnes qui se rattachent à l'association.

Art. 8. Elle seule prononce en assemblée trimestrielle sur les demandes en liquidation formées contre la caisse de retenue par les sociétaires sortants et décédés ou leurs ayants-droits.

Dans ce cas, elle peut subordonner l'intérêt de ces derniers à l'intérêt général de l'association, et fixer dans une prudente sollicitude, les ajournements qu'elle jugerait nécessaires, sans déroger aux prescriptions de l'article 27 du présent règlement.

Art. 9. L'assemblée a droit de contrôle sur les admissions, statue sur les suspensions de la qualité de sociétaire, et exerce seule le droit de révocation définitive. Tout sociétaire a le droit d'initiative en assemblée.

Art. 10. Indépendamment des réunions trimestrielles, l'assemblée peut être convoquée extraordinairement pour des faits graves. A cet effet, le mode de convocation est déterminé d'autre part.

Art. 11. L'assemblée délègue tous pouvoirs d'administrer à une commission unique révocable, réligible tous les trois mois et responsable, composée de sept membres. Cette commission centralise dans son action permanente toutes les opérations de l'association à charge de rendre des comptes fidèles à l'assemblée. Elle prend le titre de direction exécutive. Les actes sont valides à l'égard des tiers par la signature du gérant.

Art. 12. L'assemblée convoquée extraordinairement pour délibérer sur des faits graves ou imprévus, ne peut l'être légalement que par la direction exécutive. Celle-ci agit en cette occasion, soit par sa propre initiative, soit pour faire droit à une réquisition écrite, signée par trois des sociétaires travailleurs de chacun des établissements de l'association. La convocation doit être motivée.

Art. 13. Les membres de la direction exécutive élisent parmi eux le citoyen qui doit les présider en conseil.

Art. 14. Dans toutes les assemblées, la direction exécutive occupe de droit le bureau.

Direction exécutive.

Art. 15. La direction exécutive nomme en dehors de son sein, le gérant de la société. Elle peut le révoquer s'il y a lieu. Elle dirige tous les établissements de l'association. La caisse centrale est placée sous la surveillance directe, elle en a la manutention sous sa responsabilité. Elle doit sagement, et en conseil, déterminer le lieu de dépôt et l'emploi des fonds autres que les fonds de roulement.

Elle nomme et révoque un teneur de livres ou comptable central, et les administrateurs comptables et sommeliers dans toutes les maisons de l'association. Elle statue sur les admissions et les demandes en remboursement d'apport social. Elle désigne tous les fournisseurs et solde directement les factures, traite des baux et loca-

tions tient jour par jour une comptabilité régulière et conforme aux prescriptions de l'article 8 du Code de commerce.

Art. 16. Elle ne doit faire de transactions qu'au comptant ou fin courant, sans écrits autres que les baux. Elle ne doit pas engager l'association au-delà des ressources du moment. Le gérant ne doit, en conséquence, signer ni endosser aucun effet de commerce.

Art. 17. La direction exécutive détermine le chiffre des fonds de roulement nécessaires à la comptabilité centrale et à chacun des établissements.

Art. 18. Le premier samedi de chaque mois elle arrête les comptes, établit une balance et constate les bénéfices qu'elle soldé du mardi au samedi suivant aux sociétaires travailleurs, sauf les retenues dont il est parlé plus loin; les gérants, directeurs, administrateurs et comptables participent dans les bénéfices, dans la même proportion que les autres travailleurs, sans autre rémunération, ni frais quelconques, et ils sont sujets aux mêmes retenues.

Art. 19. La direction exécutive centralise les bénéfices réalisés dans le courant du mois, par tous les établissements, pour les répartir comme il vient d'être dit, par portions égales entre tous les sociétaires travailleurs, alors même que l'un des établissements n'aurait obtenu que des bénéfices inférieurs par des circonstances indépendantes d'une bonne administration. Cependant, s'il demeurait avéré qu'avec une consommation en vivres et denrées, tel établissement réalise moins de recette que les autres, en d'autres termes, qu'il y a coulage, cet établissement devrait dans son personnel, subir une diminution proportionnelle dans la répartition des bénéfices sans préjudice d'autres mesures coercitives qui devraient être prises par la direction exécutive.

Art. 20. A l'expiration des trois mois assignés à la durée de ses pouvoirs, la direction exécutive fait inventaire et convoque l'assemblée en réunion trimestrielle, ainsi qu'il est dit ci-dessus. Cette convocation est fixée dès à présent aux premiers vendredis de janvier, avril, juillet et octobre. Si ce jour se trouve férié, l'assemblée a lieu de plein droit le lendemain.

La direction exécutive rend alors ses comptes de gestion avec les pièces de comptabilité, registres et correspondance à l'appui. L'assemblée apprécie, et immédiatement elle proroge ou révoque les pouvoirs de tout ou partie des membres de la direction exécutive; dans ce dernier cas, elle pourvoit immédiatement aux remplacements.

L'examen des questions à l'ordre du jour des réclamations, etc., n'a lieu qu'après l'accomplissement de ces formalités.

Art. 21. En cas de décès, maladie ou retraite de l'un des membres de la direction exécutive, celle-ci est autorisée à pourvoir à son remplacement s'il est jugé indispensable. Toutefois, si le nombre d'édits membres sortants, pour quelque cause que ce soit, venait à dépasser le chiffre de la minorité (trois), l'assemblée devrait être convoquée extraordinairement pour procéder à une reconstitution de la direction.

Art. 22. Le teneur de livres ou comptable central peut être appelé dans les conseils de la direction exécutive, avec voix consultative seulement. L'assemblée peut, à la majorité, décider s'il doit être entendu à titre de renseignements.

Admissions.

Art. 23. Tout postulant doit adresser sa demande d'admission, par écrit, à la direction exécutive. Il doit fournir des renseignements précis sur sa position, son âge et ses antécédents, déclarer s'il est en mesure de verser l'apport social, dont le minimum est fixé à 25 fr., et promettre son adhésion entière, et sans réserve, aux statuts et règlements de l'association. La direction s'informe dans la huitaine et décide en conseil s'il y a lieu à l'admission. En cas de refus, il est motivé dans une lettre adressée au postulant. Au moment de son admission, le candidat donne son adhésion aux statuts sur le registre à souche à ce destiné, verse son apport et signe au bas du présent règlement. Il reçoit en même temps un carnet sur lequel doivent être inscrits ses nom, prénoms et domicile, le versement de son apport et les paiements et retenues de tous les mois. Ce carnet doit être soigneusement conservé et représenté à l'appui de toutes les réclamations contentieuses.

Retenues.

Art. 24. Sur la part de bénéfice revenant à chaque sociétaire travailleur, il est fait pendant toute la durée de la société une retenue d'un tiers destiné à la caisse de réserve.

L'emploi des fonds de réserve est ainsi déterminé, savoir:

Un tiers est destiné à rembourser aux membres sortants ou ayant-droit des membres décédés:

1^o L'apport social;
2^o Et la part liquidée des retenues qui leur auront été faites;

Un tiers destiné à augmenter le fonds social et couvrir les pertes;

Un tiers destiné à rembourser aux membres de l'association les avances qu'ils auront pu lui faire.

La caisse de réserve est créditée de tous les prélèvements qui lui sont faits et débitée de tous les remboursements après son profit.

Art. 25. Il est entendu que dans la liquidation des retenues remboursables il est tenu compte des pertes qui auraient pu être éprouvées par l'association, et qu'une réduction proportionnelle en est la conséquence. A cet égard les réclamations doivent s'en rapporter au dernier inventaire.

Colisation.

Art. 26. Sur les deux tiers de bénéfices soldés aux sociétaires travailleurs, il est fait une retenue mensuelle fixée provisoirement à 2 fr. pour la caisse de colisation dont la direction exécutive disposera avec une fraternelle équité, soit en venant en aide aux travailleurs malades, soit en indemnisant ceux des sociétaires travailleurs qui seraient appelés à remplir les fonctions de juré.

Remboursements.

Art. 27. Les remboursements aux sociétaires sortants ou aux ayant-droit des décedés ont lieu ainsi qu'il suit, savoir :

L'apport social dans le mois, à dater du jour de la demande ;

Les retenues dans les six mois, à dater dudit jour. Passé un délai de six mois à dater du jour du décès ou de la disparition d'un sociétaire, aucune réclamation ne peut être admise.

Dispositions préventives.

Art. 28. Les sociétaires travailleurs sont tenus de consacrer tout leur travail, de donner tous leurs soins et d'employer tous leurs instants à la direction, entretien, surveillance et travaux de tous genres des établissements de la présente association. Ils ne peuvent s'associer ni directement, ni par action, non plus que par aucun intérêt personnel, dans aucune entreprise quelconque du même genre.

Art. 29. Tout sociétaire qui se sera absenté pendant plus d'un mois sans autorisation, sera, par le seul fait de son absence constatée par la direction, considéré comme démissionnaire.

Art. 30. La société pourra être dissoute avant l'expiration de la durée fixée par les statuts, sans autre formalité qu'une délibération prise en assemblée extraordinaire.

Art. 31. A l'expiration de la société, et qu'elle qu'en soit la cause, la direction exécutive fera faire inventaire général des biens, et convoquera l'assemblée qui décidera s'il y a lieu à liquidation totale ou partielle et à reconstitution de la société. Elle déterminera l'emploi de l'actif et des fonds de réserve.

Art. 32. Les ayant-droits d'un associé qui se retire, quel qu'en soit le motif, ni l'associé exclu, ne peuvent requérir, en aucun cas, aucune opposition de scellés ni inventaire, autre que celui fait par la société.

Art. 33. En cas de liquidation, elle sera faite par la direction exécutive, qui fera procéder à la vente à l'amiable des objets et valeurs de la société.

Art. 34. La société est seule propriétaire des matériels, actifs et clients qui en dépendent, les créanciers particuliers de l'un des associés n'auront donc aucun droit de saisie sur lesdits biens. Ils ne pourront faire que des actes conservatoires entre les mains du gérant, et devront s'en rapporter aux comptes arrêtés par la direction exécutive et approuvés par l'assemblée.

Art. 35. Les changements, modifications, additions ou suppressions qui pourront être ultérieurement apportés aux statuts, le décès ou la retraite, pour quelque cause que ce soit, de l'un des associés ou l'admission de nouveaux sociétaires, ne pourront entraîner la dissolution de la société.

Dispositions spéciales. — Règlement d'intérieur.

Art. 36. La direction exécutive, dont les attributions sont tracées aux conditions générales qui précèdent, exerce, sous le contrôle de la responsabilité devant l'assemblée, tous les pouvoirs d'un mandataire général et le double droit d'initiative et de répression. Tous les intérêts de l'association doivent donc converger vers elle et se centraliser entre ses mains. A elle doivent aboutir tous avis fraternels, réclamations, demandes et plaintes. Elle doit connaître tous les vices de constitution ou accidentels pour les détruire et toutes idées généreuses pour les propager.

Art. 37. La direction exécutive dirige chacun des établissements de l'association par l'intermédiaire d'un administrateur, d'un comptable et d'un sommelier nommés par elle et révoqués.

Art. 38. L'administrateur est responsable du matériel de l'établissement et des marchandises emmagasinées. Il tient exactement un livre d'entrée et de sortie ; organise avec discernement entre les travailleurs les diverses parties du service, fixe les tours de rôle pour les gardes, corvées, etc. A chaque réorganisation nouvelle du service, il en avise la direction par un état nominatif détaillé. Il est exclusivement chargé du service de la halle, qui doit se faire le matin, en présence de l'un des membres de la direction exécutive, dit semainier. L'administrateur remet quotidiennement à ce dernier un relevé sommaire des recettes et dépenses de la veille, et des entrées et sorties. Il doit être muni d'un carnet sur lequel il inscrit tous les achats avec prix en regard. Le semainier examine ces prix d'achats, en consigne le total sur son livre, avec indication de la maison, et vise ensuite le carnet de l'administrateur. Celui-ci doit en même temps déclarer tous les articles d'épicerie et autres dont il peut avoir besoin et recevoir ou donner tous avis relatifs au service.

Art. 39. Le comptable relève directement de la direction exécutive et du comptable central. Néanmoins, il doit, en cas de besoin, donner aide à l'administrateur dans ses fonctions et recevoir ses avis. Il suit, avec une exactitude scrupuleuse, les ordres de la direction et de la comptabilité central dans la comptabilité spéciale de l'établissement.

Art. 40. Le sommelier a la responsabilité exclusive de la cave et du comptoir des vins. Lorsqu'une partie de vins entre en cave, il en est réservé un échantillon, qu'un inspecteur de la direction peut, quand il le juge à propos, comparer avec celui livré à la consommation pour en constater l'identité. Le délit du vin et celui du pain, qui y est joint, ne doivent avoir lieu qu'au comptant. Chaque soir le sommelier fait le relevé des quantités de vin et de pain vendus dans la journée ; il y ajoute la consommation particulière de la maison, fait sa caisse et donne le résultat du tout à l'administrateur, qui le consigne sur son relevé quotidien.

Art. 41. Tous les employés d'une maison, quels que soient leurs grades, sont tenus de concourir à une surveillance incessante des intérêts de l'association.

Art. 42. Chaque citoyen garçon de salle est responsable de la vente par lui faite dans la journée ; il en doit verser le montant le soir en la forme prescrite art. 44. Le nombre et le prix des plats pris à l'office sont représentés par des cachets distinctifs, sur lesquels sont inscrits les numéros d'ordre attribués aux différents garçons de salle. Ces cachets sont remis le matin auxdits garçons de salle pour qu'ils aient à les remettre au comptoir au fur et à mesure de leurs commandes, et ainsi qu'il va être dit.

Un comptoir est placé dans l'office même, il ferme à trois serrures différentes : l'administrateur a la première clef, le comptable la deuxième et le doyen des garçons de salle la troisième. Il est percé, pour l'encaissement des cachets, d'autant d'ouvertures qu'il y a de cachets de prix différents ; un compartiment intérieur et séparé correspond à chacune de ces ouvertures. Lorsque les citoyens garçons de salle se présentent à l'office, ils font leurs commandes à haute voix et déposent en même temps les cachets sur le comptoir en s'assurant qu'ils sont immédiatement jetés dans les ouvertures du comptoir, suivant la valeur qu'ils représentent. Le chef d'office remet la commande au garçon de salle aussitôt que l'administrateur ou le comptable ont prononcé le mot : SERVEZ, qui suit l'encaissement du cachet.

Art. 43. Il est tenu un registre spécial pour les extra de tous genres. L'administrateur les inscrit au fur et à mesure des commandes, avec les prix et le nom du garçon de salle en regard.

Si dans une maison les extra ou repas à la carte venaient à se multiplier, un ou plusieurs garçons de salle seraient spécialement chargés de cette partie du service ; le paiement par le consommateur n'aurait lieu qu'à la sortie, au comptoir, sur la présentation de la carte par l'administrateur, en présence du garçon de salle et du comptable. Une somme suffisante en monnaie serait mise à la disposition de l'administrateur, et le montant des extra versé par une ouverture à ce destinée dans le comptoir. La clef du tiroir des extra étant dès le matin renfermée dans le compartiment aux cachets, l'ouverture dudit tiroir n'aurait lieu que le soir au moment du dépouillement des cachets et en présence des employés.

Art. 44. A la fin de la journée on ouvre le comptoir aux cachets desquels on fait la classification par numéros d'ordre et valeur, et chaque garçon de salle est appelé à rendre ses comptes. La recette est alors constatée sur le livre de caisse et affirmée par les signatures de l'administrateur, du comptable, du sommelier et du doyen des garçons de salle. Ensuite de quoi, l'administrateur dresse, en présence du comptable qui doit le viser, le relevé sommaire mentionné en l'article 38 et destiné au semainier.

Art. 45. L'administrateur est responsable des recettes de chaque jour qui demeurent en ses mains. Un avis de la direction exécutive règle l'ordre des versements à la caisse centrale.

Art. 46. L'administrateur doit tenir un compte régulier à la vente des résidus de cuisine, tels que peaux, os, etc. ; il prend note des autres résidus en réserve, tels que graisse, suif, etc.

Art. 47. Les sociétaires travailleurs et autres employés sont nourris par la maison. Ils touchent régulièrement leur part de bénéfices aux époques, en la forme et sauf les retenues déterminées aux conditions générales, titre, direction exécutive ; chaque sociétaire signe en recevant sur la feuille d'embarquement.

Art. 48. L'administrateur indique les jours de sortie pour chacun des employés et sociétaires travailleurs. Ces sorties doivent avoir lieu au moins tous les dix jours, et au plus toutes les semaines, en ayant égard aux besoins du service et aux jours fériés. Nul ne doit s'absenter sans autorisation. Les demandes de congé doivent être adressées par écrit à la direction exécutive.

Art. 49. La direction exécutive règle, quand il y a lieu, l'admission des aides ou employés supplémentaires, dont l'association peut avoir besoin. Ils sont assujettis aux mêmes principes de rétribution que les travailleurs ; mais n'étant employés que temporairement, ils ne sont pas sujets aux mêmes retenues.

Art. 50. L'administrateur est chargé, dans l'établissement, de l'exécution du présent règlement et de toutes les mesures de détail que la direction pourrait ultérieurement prescrire comme complément des présentes dispositions générales et spéciales, avec la sanction de l'assemblée, il doit surtout s'appliquer à faire régner la concorde autour de lui. Il doit donner ses ordres fraternellement et faire des remontrances, devenues nécessaires, avec calme et dignité ; chacun doit s'exécuter de même. Les sociétaires doivent entretenir entre eux l'esprit de paix, et se conserver les égards dus à des hommes honnêtes et libres. La plus parfaite bienveillance est rigoureusement recommandée vis-à-vis du public ; une froide réserve peut, en de certaines circonstances, en être la seule exception.

Art. 51. Si l'administrateur d'un établissement reçoit ou croit avoir de graves sujets de plainte contre un ou plusieurs sociétaires, il en informe la direction exécutive par une lettre motivée. Si les sociétaires travailleurs se trouvent dans le même cas vis-à-vis de l'administrateur, ou de tout autre employé, ils agissent de même. Dans l'une comme dans l'autre hypothèse, la direction exécutive ouvre une enquête, et si les faits reprochés lui paraissent suffisamment justifiés, elle doit prononcer, à l'égard de l'employé, la révocation des fonctions et la suspension du titre de sociétaire, et à l'égard du sociétaire travailleur, la suspension dudit titre.

L'affaire demeure alors en état jusqu'à la prochaine assemblée trimestrielle à laquelle la connaissance des faits doit être portée par un rapport, avec pièces ou preuves à l'appui. L'assemblée après l'examen des pièces, audition des parties et des témoins, s'il en est, délibère et décide à la majorité, s'il y a lieu, à révocation définitive ou à réintégration.

Art. 52. Le sociétaire travailleur ou employé réintégré dans le titre de sociétaire, et ses fonctions en vertu d'une délibération de l'assemblée, doit être indemnisé de la perte de son temps, et toucher sa part de bénéfice égale à celle attribuée aux autres sociétaires durant sa suspension.

Art. 53. Le sociétaire révoqué définitivement par l'assemblée, ne peut plus faire partie de l'association.

Art. 54 et dernier. La direction exécutive doit exercer son recours sur l'apport social et les retenues du sociétaire révoqué pour malversations appréciables.

Delibéré à Paris, le vingt-quatre janvier mil huit cent quarante-neuf.

Pour copie certifiée conforme :

Le Gérant,
L. LEMAIRE.

L'Opinion des femmes, revue mensuelle, bureaux à Paris, 4, rue de Miroménil, et chez Saadé, rue Percée-Saint-André-des-Arts. Prix d'abonnement : 6 fr. par an pour Paris ; 7 fr. pour les départements.

ASSOCIATIONS.

- Arçonniers*, 23, rue des Petits-Hôtels.
- Boutonniers*, 20, rue Fontaine-au-Roi.
- Boulangers*, 7, rue d'Enfer.
- Blanchisseuses*, 20, rue de Bréda.
- Blanchisseuses et apprêteurs d'étoffes*, 32, quai de la Gare-d'Ivry.
- Cuisiniers*, 36, chaussée du Maine ; 36, boulevard Pigale ; 8, rue des Prouvaires ; 18, rue Simon-le-Franc.
- Cordonniers*, 108, rue Rambuteau ; 26, place du Louvre.
- Carrossiers*, 8, rue de Lille ; à la grande Vilette.
- Coiffeurs*, 18, rue des Gravilliers ; 188, rue St-Honoré ; 26, rue St-Nicolas-St-Antoine ; 22, rue St-Antoine.
- Chapeliors*, 5, rue des Trois-Pavillons ; 21 et 23, passage Jouffroy.
- Dessinateurs sur étoffes*, boulevard Poissonnière, maison du Pont-de-Fer, escalier B.
- Formiers*, 12, rue du Cadran.
- Fleurs*, 151, rue de Charonne.
- Lingères*, 5, rue de la Corderie.
- Chemises et nouveautés*, Mme Gay, 44, rue Richelieu.
- Chemiserie*, 62, rue de l'Arbre-Sec.
- Selliers*, 9, rue Neuve-Fontaine-Saint-Georges.
- Tailleurs*, 25, faubourg St-Denis.
- Passementiers*, rue Neuve-de-Chabrol, marché Saint-Laurent, salle Montyon.
- Papetiers*, 10, rue du Grand-Prieuré.
- Marchands de vins*, 8, rue Jean-Robert.
- A la Fraternité*, magasin social d'aliments, 18, rue Neuve-Saint-Denis.

ASSOCIATION FRATERNELLE MÉDICALE, fondée par le citoyen docteur Arthur de Bonnard, ayant pour président du conseil de surveillance le citoyen docteur Fossoyeux. Cette association a dans son sein des docteurs en médecine et en chirurgie, des dentistes, des pharmaciens, des sages-femmes et des garde-malades. Consultations fraternelles tous les jours, de 8 heures du matin à 4 heures du soir, rue des Prouvaires, 8.

Ces consultations sont gratuites de 8 à 10 heures du matin.

L'un des propriétaires, LÉOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie POUSSIELGUE, rue du Croissant, 12.